

Hommage aux jeunes lions et lionnes qui s'engagent pour la France

« En politique, on succède à des imbéciles et on est remplacé par des incapables »

Georges Clemenceau, député, homme d'État, homme politique, journaliste, maire, médecin, ministre, scientifique, sénateur (1841 – 1929)

Nous avons connu, avec les Trente Glorieuses, une croissance à deux chiffres, le plein emploi, puis un chômage maîtrisé et des gouvernants au mieux – respectables – au pire qui s'efforçaient de l'être, dans une France où il faisait bon vivre, où la dictature du vivre-ensemble n'existait pas, mais où le savoir-vivre était la règle.

Mais depuis 1990 rien ne va plus et les trentenaires d'aujourd'hui voient chaque jour se déliter un peu plus le « monde » qui les a vu naître. Après le trio Chirac, Sarko, Hollande, c'est avec l'arrivée d'Emmanuel Macron, élu pour redonner de l'air à notre économie et lui apporter une note de libéralisme, que les tensions éclatent.

Lui qui se disait « anti-système », contre l'esprit de caste et prétendait « moderniser » la haute fonction publique, voilà qu'il laisse les pleins pouvoirs à des oligarques, faisant fi des corps intermédiaires.

La « révolution macronienne » n'aura été qu'un leurre de plus avec la foutaise du « en même temps ». Ce qui devait être le « Nouveau Monde » n'est que le gouvernement des élites, la nouvelle noblesse.

La technostructure épaulée d'experts décide du haut de sa tour d'ivoire et la politique est aux mains d'un seul homme, Emmanuel Macron.

C'est un gouvernement virtuel, sans contact avec le réel. Il n'y a plus de contre-pouvoir, la démocratie s'étioule et la République risque de ne pas s'en remettre.

Qui peut encore parler de libéralisme, quand on assiste à l'étatisation de notre économie, et la mise sur pied par l'État d'un système de retraite qui coupe court aux régimes privés ?

Qui peut encore parler de démocratie, quand on voit, un peu plus chaque jour, le verrouillage des rouages de notre société et l'instrumentalisation de la justice ?

Est-ce la France, ce pays où l'autoritarisme du pouvoir muselle les journalistes et les met au pas ? Au point que les Français éteignent leurs téléviseurs et boudent la presse écrite, lassés des « fakes news » qui leurs sont servies quotidiennement par ces médias aux ordres.

Et que devient une démocratie quand le gouvernement a tellement de mépris pour ses parlementaires, qu'il exige que le parti majoritaire, La REM, constitue un bloc monolithique (à la soviétique) avec l'expulsion des dissidents au point que certains élus quittent le navire ?

Que devient la liberté d'expression et la confrontation des idées si « même donner un avis est vu comme une fronde s'il n'est pas conforme » ? (dixit la députée La REM Frédérique Dumas qui, elle aussi, a quitté le navire en septembre 2018)

Dans l'enceinte législative, l'examen des projets de loi est expédié au pas de charge (procédure accélérée) sous la houlette d'un Richard Ferrand, même quand l'importance du sujet mériterait qu'on s'y attarde

De sorte que le gouvernement légifère à la sauvette et pratique le recours forcené aux ordonnances. Dans le même temps, il envisage la réduction du nombre de parlementaires voire la suppression du Sénat.

Si le mépris des élus locaux est flagrant, celui du peuple l'est tout autant. Les sorties insolentes d'Emmanuel Macron à l'encontre des travailleurs pauvres qui n'ont qu'à « traverser

la rue pour trouver un emploi » restent dans les mémoires. Bousculant l'ordre du jour, le pouvoir a recours au 49-3 plutôt que de laisser les discussions se poursuivre ou proposer un référendum.

L'épisode des Gilets jaunes aura consacré la fracture du pays et l'aveuglement de la technostructure. Depuis, médecins, infirmiers, ambulanciers, avocats sont en grève et défilent dans les rues des grandes villes. La répression des manifestants provoque des tragédies humaines dont le pouvoir n'a cure mais qui restent gravées dans la mémoire collective. Et la restriction du droit de manifester signe déjà la fin de la démocratie et de la République.

Pendant ce temps, les dépenses publiques prospèrent, l'immigration massive se poursuit, l'insécurité grandit et la France s'affaiblit.

ALORS DEBOUT les LIONS et LIONNES pour la France !!!

Face à la situation dramatique du pays, les jeunes Lions savent qu'il y a urgence. Ils savent aussi que les partis traditionnels (UMP, LR, PS) ne sont pas fiables, n'ont plus de colonne vertébrale mais que plus à gauche de l'échiquier politique, la porte leur est fermée.

Alors ils s'accrochent à ce qui leur reste. Ils n'ont de choix qu'entre Debout la France et le Rassemblement National. Qui peut leur en vouloir ? Le parti d'Asselineau – l'UPR – attire peu. Tout comme le PCD de Jean-Frédéric Poisson qui, malgré les qualités de son président, paraît marginalisé, trop frileux, trop conservateur... ».

De leur côté, les Français écoutent Zemmour, se tournent vers le RN comme ultime recours pour la France. Et le RN, lui aussi évolue.

Même Serge Federbush, du Parti des Libertés, est soutenu par le RN et les Chrétiens Démocrates, dans la campagne qu'il mène pour conquérir la mairie de Paris.

Nos jeunes lions et lionnes ont tout compris. Ils sont prêts à

en découdre et à changer la donne.

Ils considèrent que le RN n'est qu'un tremplin en attendant de rassembler les Français dans une vaste formation de droite pour reconquérir le pays et défendre son identité et ses valeurs. Pour les municipales, tous constituent des listes d'union !!!

Le parcours d'Erik le Rebelle montre bien les choix cornéliens que ces jeunes lions doivent faire compte tenu de la dureté de leur situation face au « Système » où se complaisent tous ceux qui trahissent la Nation, la Démocratie et la République.

Nancy VERDIER

Lire également :

[*Des jeunes lions et lionnes pour la France*](#)

Jean-Yves LEANDRI présente :

ERIK TEGNÉR LE REBELLE



Indomptable rebelle, Erik Tegnér n'est certes pas aisé à suivre. Ayant commencé son cursus au FN, il renâcle devant le virage social de Marine Le Pen, rejoint l'UMP de Sarkozy pour finalement suivre la juppéiste Virginie Calmels dans son courant « DroiteLib. ». Après avoir pris position pour Emmanuel Macron au deuxième tour de l'élection présidentielle, il vire de bord vers la droite conservatrice et milite désormais ardemment pour l'union des droites, estimant indispensable l'alliance du RN et des divers

droites pour sortir la France de l'impasse macroniste. Diplômé de la faculté de droit d'Assas et d'une école de management grenobloise, Erik Tegnér est âgé de 26 ans. C'est un authentique Breton dont la famille a gravité dans la mouvance du Front National, ce qui le conduit presque naturellement à y adhérer en 2011. Reprochant à Marine Le Pen son entourage et son virage à gauche, il s'en écarte très vite et rejoint l'UMP en 2012 pour s'impliquer avec force dans le soutien à Nicolas Sarkozy. Repéré par Virginie Calmels, il devient l'étoile montante de l'UMP relooké en LR. Il est convaincu que pour renforcer le camp de droite, il faut faire bouger les lignes et insuffler dans ce parti le concept d'union des droites.

Dans cette perspective, candidat à la présidence des Jeunes Républicains, il organise une réunion publique où sont invités notamment Sébastien Chenu (Rassemblement national), Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), Jean-Frédéric Poisson (Parti chrétien-démocrate), Charles Millon (Droite libérale-chrétienne) et Paul-Marie Coûteaux.

Réunissant plus de 300 personnes, il est perçu comme un trublion et, malgré le soutien de Laurent Wauquiez, sa candidature est écartée par la direction du parti qui amorce un recentrage qu'il dénonce trop « politiquement correct ».

Après la démission de Laurent Wauquiez, l'enfant terrible des LR est exclu à la suite d'une procédure qu'il qualifie de « stalinienne ». Il se rapproche alors de Marion Maréchal et s'inscrit à l'ISSEP (Institut des sciences sociales, économiques et politiques) qu'elle dirige à Lyon.

Fondateur du mouvement « Racines d'avenir », il organise avec trois de ses amis de l'ISSEP la « Convention de la droite » qui promeut « une alternative au progressisme ». Parmi les orateurs, s'expriment notamment Éric Zemmour et Marion Maréchal.

Erik Tegnér ne manque pas de réalisme et de courage lorsque,

dans une interview au magazine « L'Incorrect » en juin 2017, il déclare : « Sans inversion des flux migratoires, sans politique nataliste active, sans réforme de notre système social qui est devenu une machine à attirer des étrangers, sans définition de la place que nous acceptons – ou non – d'impartir à l'islam, notre civilisation disparaîtra ». Il enfonce le clou et plaide « pour une droite révolutionnaire, réactionnaire et identitaire, intransigeante sur l'islam et anti-étatiste ».

Récemment, on le retrouve à Rome à la « National Conservative Conférence » organisée par Georgia Meloni, où il côtoie Viktor Orbán, Matteo Salvini, Édouard Huizen et, bien sûr, Marion Maréchal.

Le Belge Mischaël Modrikamen, chargé par Steve Bannon de créer une internationale populiste en Europe, confie à L'Express avoir « vu avec intérêt les déclarations de ce jeune homme ».

Laurent Lamara, le mousquetaire d'Arcachon



« Un pour tous, tous pour un ! »

À l'inverse de d'Artagnan, jeune aristocrate gascon « monté » à Paris pour servir le roi et y trouver la gloire, Laurent Lamara, 32 ans, natif des Yvelines, est venu en Gascogne où il a effectué sa scolarité avant de mener des études supérieures à Bordeaux. Gascon de cœur et d'adoption, il décide de faire sa vie à Arcachon où il crée son entreprise en 2016.

Mais, derrière ce sourire radieux et cette silhouette à l'élégance parfaite et naturelle, veille un émérite bretteur, toujours prêt à sortir sa rapière contre les Rochefort ou les Milady de Winter de la politique locale.

Il se souvient de l'élection présidentielle de 2002.

Il avait alors 14 ans et a été outré par les déferlements de haine orchestrés par la gauche qui n'hésitait pas à lancer des lycéens dans les rues pour scander des insanités. N'écoutant que sa fibre patriotique naissante, il décide de prendre le contrepied de ces meutes hurlantes.

C'est ainsi que s'enclenche l'engagement politique de Laurent Lamara.

Dès lors, tout s'accélère : en 2006, le jour de ses 18 ans, il adhère au FN ; il est élu conseiller municipal à Arcachon en 2014, se porte candidat aux départementales de 2015 où il affronte le notable UMP au deuxième tour ; il participe aux élections régionales suivantes sur la liste de Jacques Colombier, personnage historique de la droite nationale en Gironde, et il est élu conseiller régional en 2015. Les législatives de 2017 balayant ses espoirs, notre élégant mousquetaire ne dépose pas pour autant les armes.

Fidèle à ses convictions, il se lance dans le combat des prochaines municipales et, s'il affiche clairement son appartenance au RN, il constitue une liste d'union, fédérant des patriotes de différentes sensibilités politiques et de différents horizons socio-professionnels dont ceux de « Droite populaire », un mouvement créé par d'anciens adhérents LR (Jean-Paul Garraud et Thierry Mariani).

Pour autant, notre intrépide mousquetaire croise le fer avec le maire sortant LR, également l'époux d'une députée macroniste, une troupe de laissés pour compte de ce dernier et un spadassin rouge-rose-vert.

Qu'importe le nombre d'adversaires ! Prenant en considération

les attentes des Arcachonnais, il ambitionne de restituer à Arcachon sa splendeur légendaire, effacée au fil des ans, ternie par une urbanisation massive et sans caractère, mais il veut aussi engager la lutte contre les incivilités qui ne cessent de s'accroître et promouvoir des espaces verts et fleuris qui contribueront à redonner de l'harmonie à cette ville trop tournée vers la seule activité saisonnière.

Que l'on ne s'y trompe pas ! Profondément humain et serviable, regard bienveillant et sourire joyeux, Laurent Lamara est doté d'un fort caractère et d'un volontarisme affirmé qu'il met quotidiennement au service des valeurs de notre nation. Noble et redoutable comme un lion, habile comme Scaramouche, ne tardera pas la fin de l'envoi où il fera mouche.

Aline Bertrand, l'amazone de Provence



Orné d'une élégante chevelure aux reflets mordorés, regard vif, sourire étincelant, le visage d'Aline Bertrand respire la franchise, la droiture et la volonté. C'est une authentique Varoise née à La Seyne-sur-Mer en 1985.

Diplômée en informatique et gestion d'entreprises, elle s'associe dès ses 18 ans pour créer sa première société dont elle vendra les parts quelques années plus tard. Sensible aux questions environnementales, elle s'associe à nouveau pour créer une entreprise de fabrication de cosmétiques entièrement naturels.

Aventureuse, elle quitte la France pour acquérir une expérience de vie et découvrir de nouveaux horizons.

Forte de quatre années passées à l'étranger, elle est, à son retour, accablée de constater les dégâts commis en France par les socialistes et décide de réagir en s'engageant dans le combat politique. Première tentative prometteuse : elle est élue conseillère municipale en 2014 puis, en 2015, conseillère régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur sur la liste de Marion Maréchal.

Très vite, cette jeune femme à l'intelligence vive s'implique sans réserve dans la vie politique locale, ce qui la conduit à maîtriser tous les dossiers liés à la réalité quotidienne que vivent ses compatriotes varois.

Le château de Forcalqueiret est un exemple de sa ténacité. La plus vieille forteresse du Var tombe en ruines depuis plusieurs décennies. Dès son élection au conseil régional en 2015, elle décide de tout mettre en œuvre pour sauver ce patrimoine oublié des politiques.

Après avoir interpellé les responsables locaux, elle lance une pétition et alerte la presse sur l'immobilisme des élus. Elle obtient finalement gain de cause quand le château est retenu comme « patrimoine en péril » par Stéphane Bern et est sélectionné par le Loto du Patrimoine, seul bâtiment du Var à avoir eu cette chance. Le conseil régional aussi cèdera face à son travail acharné et se lancera dans le projet de mise en sécurité.

Aline BERTRAND a choisi de vivre et d'ouvrir son commerce à La-Valette-du-Var, cité jadis baptisée par les romains Vallis Laeta – la vallée heureuse – et dont le blason, une pigne de pin, rappelle la générosité des Valettois partis secourir leurs voisins de Pignans touchés par l'épidémie de peste du XV^e siècle.

Mais en 2020, ce glorieux passé s'est effacé et La Valette est en proie à de multiples situations qui nuisent à la tranquillité de ses habitants.

Aussi, Aline Bertrand relève le défi et, fidèle au courage exemplaire de ses ancêtres du XV^e siècle, se porte au secours de sa ville. Elle décide de constituer une liste d'union de patriotes de bonne volonté pour conquérir la mairie. Puisqu'elle mobilise dans un même élan des sensibilités politiques diverses, elle intitule sa liste : « Concorde valettoise ».

Femme d'action, dotée d'un esprit d'entrepreneuriat novateur, elle conçoit le « porte à porte virtuel » et, vidéo après vidéo, traite concrètement toutes les questions spécifiques à chaque quartier.

Le programme qu'elle annonce est pragmatique : réduction de la dette, baisse des subventions aux associations inefficaces, redéploiement de la police municipale pour combattre la délinquance, entretien de la voirie et du mobilier urbain, création de jardins partagés, création de deux crèches, mise en pratique du référendum d'initiative citoyenne...

Son objectif : redonner à La Valette son identité et éviter à tout prix que sa ville ne se réduise à être le dortoir de Toulon, faire de La Valette une commune chaleureuse où il fait bon vivre.

Lorsque l'on mesure le sérieux et la force du programme de la « Concorde valettoise », on réalise qu'Aline Bertrand maire de La Valette serait une chance unique pour que cette ville renoue avec l'image de cette « vallée heureuse » lovée aux pieds du mont Faron.

Pierre Le Camus, le cadet de Gascogne



Mai 2012. Deuxième tour de l'élection présidentielle. Le destin de la France va se jouer entre les deux candidats finalistes.

Pierre Le Camus est alors âgé de 12 ans. À Blaye, avec ses parents, il assiste au duel qui oppose les deux prétendants à la magistrature suprême. Incrédule, il voit un Sarkozy tétanisé face à la fatuité de son adversaire dont la médiocrité ne fait pourtant aucun doute. Ce jeune garçon prend alors conscience que son avenir et celui de la France ne doivent pas dépendre de tels personnages.

Idéaliste, l'amour de la France chevillé au cœur, le jeune Pierre se rêve une destinée chevaleresque et se morfond à grandir sous le quinquennat Hollande dont il perçoit la nocivité : réforme des rythmes scolaires et du collège,

l'engagement désastreux en Syrie, l'arrivée massive de migrants, la pusillanimité face à l'islamisme malgré les attentats de 2015, le matraquage fiscal et la gabegie des dépenses publiques.

Mai 2017. Pierre Le Camus prépare son bac mais demeure attentif à la bataille des présidentielles. Le deuxième tour oppose Marine Le Pen et Emmanuel Macron, pseudopode du calamiteux règne hollandiste. Au regard des enjeux dont il réalise l'importance, il ne veut pas rester inerte. Débute alors son engagement militant par la distribution et le « boîtage » des tracts pour la présidente du Front National.

Âgé de 18 ans, il s'inscrit à la fac de droit de Bordeaux et travaille comme serveur dans une brasserie pour subvenir à ses besoins. Face à l'indigence idéologique du monde politique, il lui apparaît évident que, pour être utile à la France, il n'a pas d'autre choix que celui d'adhérer au FN où il devient un militant actif et assidu. Cela lui vaudra d'être nommé référent départemental du FNJ par Jordan Bardella.

Mai 2019. La victoire de la liste de ce dernier aux élections européennes motive le jeune Pierre à s'investir davantage dans la vie politique. C'est avec cet état d'esprit qu'il rencontre Bruno Paluteau, un élu local expérimenté et réfléchi, humaniste aux convictions affirmées qui aurait pu inspirer Alexandre Dumas pour son personnage d'Athos des « Trois mousquetaires ».

Le courant passe instantanément entre le jeune étudiant en droit qui brûle d'envie de servir son pays et ce professionnel de santé qui sait engager le combat avec le calme des vieilles troupes. Se scelle alors un accord harmonieux entre le feu de la jeunesse et le fer de l'expérience.

Bruno Paluteau n'hésite pas à confier à Pierre la 3^e place sur la liste qu'il constitue pour l'élection municipale à Bordeaux. C'est ainsi que, à peine âgé de 20 ans, Pierre Le

Camus se lance à l'assaut de la municipalité de Bordeaux, cité qui a perdu son esprit « village » à cause d'urbanisme jamais maîtrisé, asphyxiée par un plan de circulation absurde, sclérosée par une mentalité « bobo » qui fige la ville dans une posture de résignation.

Comme tous les jeunes patriotes de sa génération, Pierre est partisan d'une union de tous ceux qui entendent servir la nation. Il est donc à son aise lorsque Bruno Paluteau construit sa liste, « Le Réveil bordelais », avec des personnalités provenant de toutes les sensibilités de la droite nationale et de tous les milieux sociaux représentant la population de Bordeaux.

Dans une ville où les cambriolages ont augmenté de 42 % et les coups et blessures de 318 % en vingt ans, « Le Réveil bordelais » place bien sûr la sécurité en tête de ses préoccupations. Mais Pierre Le Camus se déclare également préoccupé par le taux de pauvreté (17 %) qui frappe Bordeaux où 23 000 familles vivent avec moins de 1 000 €/mois.

C'est pourquoi notre jeune étudiant en droit défend le projet d'un rééquilibrage des territoires de la commune bordelaise qui pourrait restituer à chaque quartier son identité « village » où il fait bon vivre.

Il appartient aux électeurs bordelais de prendre conscience de ce qu'ils doivent décider pour l'avenir de leur ville : se résigner à devenir un genre de Paris-sur-Garonne, les mêmes causes produisant les mêmes effets ? Ou confier les clefs de la cité à la nouvelle équipe du « Réveil bordelais » qui propose une gestion plus saine des quartiers, de renforcer la sécurité, d'améliorer le cadre de vie de chaque famille ?

Jean-Yves LEANDRI